

## FICHE DE POSTE

## COORDONNATEUR DE FORMATION (MAGISTRAT)

**Profil civiliste : Juge ou juge placé civiliste/Juge aux affaires familiales**

<b>Intitulé du poste :</b>	Coordonnateur de formation (1 poste susceptible de devenir vacant)
<b>Organisme de rattachement :</b>	Ministère de la justice - Direction des services judiciaires - Ecole nationale de la Magistrature
<b>Employeur :</b>	Ecole nationale de la magistrature
<b>Localisation :</b>	10 Rue des Frères Bonie, 33080 Bordeaux (+ second site à Bordeaux dès mai 2024, 160 boulevard Godard, 33300 Bordeaux)
<b>Poste profilé :</b>	<b>Profil civiliste – Juge ou juge placé civiliste/ expérience du contentieux de la sécurité sociale</b>

**PRESENTATION DE L'ENM :**

L'Ecole nationale de la magistrature, établissement public administratif doté d'un budget autonome de l'ordre de 47 millions d'euros pour l'exercice 2024, se répartit sur trois sites distincts à partir de 2024, deux situés à Bordeaux, siège de l'Ecole et de la direction des recrutements, de la formation initiale et de la recherche, l'autre localisé à Paris où se trouve la direction de la formation continue, des relations internationales et des formations professionnelles spécialisées. L'ENM, qui compte aujourd'hui 298 emplois équivalents temps plein, est dirigée par une directrice qui met notamment en œuvre la mission pédagogique de l'Ecole et les délibérations de son conseil d'administration.

L'approche pédagogique mise en œuvre par l'ENM repose sur l'existence de huit pôles de formation, communs à la formation initiale et à la formation continue, et dans lesquels l'apprentissage des techniques des différents métiers (substitut, juge d'instruction, juge des enfants, juge des contentieux de la protection...), coexiste avec une logique d'acquisition transversale des compétences (éthique et déontologie, culture institutionnelle, entretien judiciaire et communication, prise de décision...).

Soucieuse de bénéficier de regards croisés sur ses contenus pédagogiques, l'ENM profite du concours de plusieurs personnalités reconnues ayant la qualité de doyens des enseignements. Chacun d'eux est rattaché à l'un des huit pôles de formation :

Humanités judiciaires : **Martine de BOISDEFFRE**, conseillère d'Etat, présidente de la section du rapport et des études

Processus de décision et de formalisation de la justice civile : **Natalie FRICERO**, professeur de droit privé et de sciences criminelles à l'université de Nice-Côte d'Azur

Processus de décision et de formalisation de la justice pénale : **Laure BECCUAU**, procureure de la République près le Tribunal judiciaire de Paris

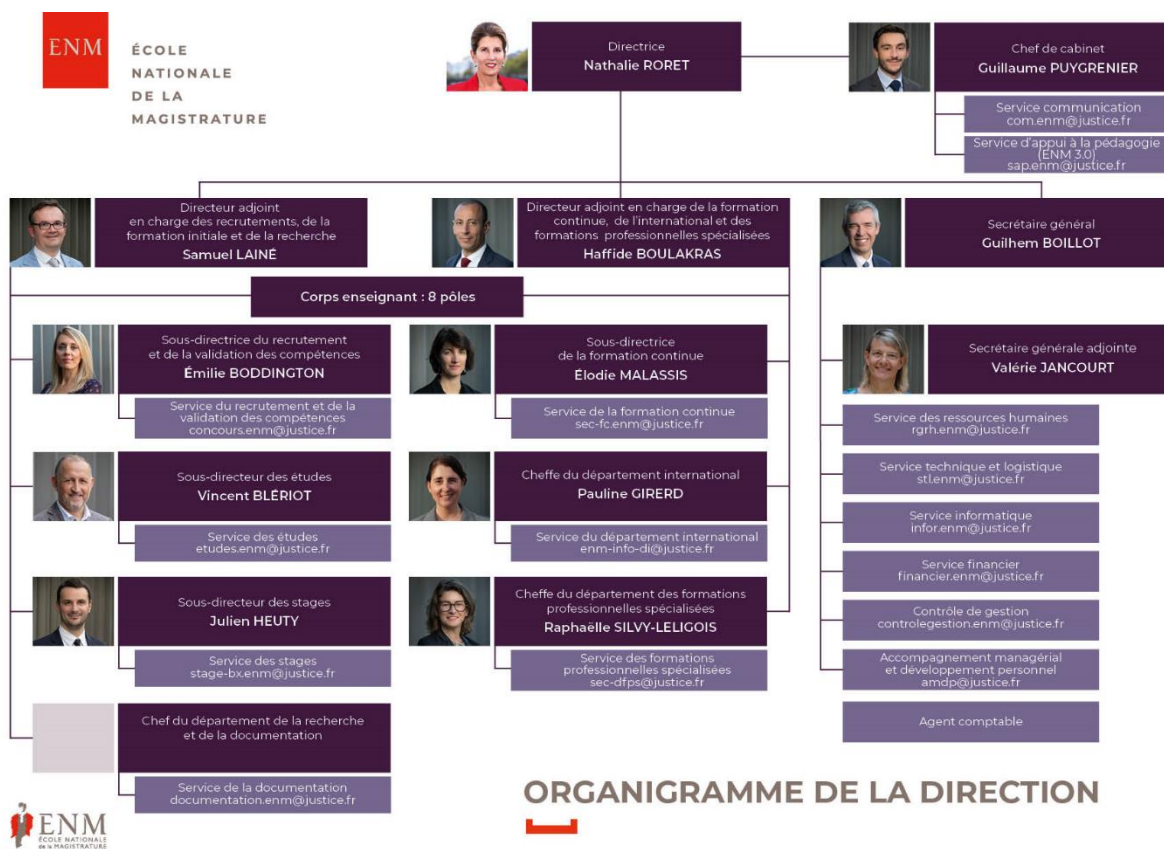
Communication judiciaire : **Nicolas JACQUET**, procureur de la République près le Tribunal judiciaire de Lyon

Administration de la justice : **Stéphane HARDOUIN**, procureur de la République près le Tribunal judiciaire de Créteil

Dimension internationale de la justice : **Nicolas GUILLOU**, juge à la Cour pénale internationale

Environnement judiciaire : **François de SINGLY**, sociologue, professeur émérite de sociologie à l'université de Paris

Pôle économique, social et environnemental : **Stéphanie FOUGOU**, ancienne présidente de l'Association Française des Juristes d'Entreprise.



### DESCRIPTION DU POSTE :

Le poste à pourvoir est celui de **coordonnateur de formation** au sein du **pôle de formation « Processus de décision et de formalisation de la justice civile »** qui est composé à Bordeaux de 14 magistrats détachés et de magistrats enseignants associés. Des assistants pédagogiques et un secrétariat complètent l'équipe pédagogique.

Ce pôle, placé sous la haute autorité du doyen des enseignements et pour la formation initiale sous la direction du sous-directeur des études, est animé par un membre du corps enseignant permanent.

Le coordonnateur de formation développe principalement son activité au sein de ce pôle.

Ce pôle met en œuvre :

- la partie « Etudes » du programme pédagogique suivant une approche largement transfonctionnelle d'apprentissage des techniques des fonctions civiles pour les auditeurs de justice mais également pour les autres publics formés à l'ENM Bordeaux (stagiaires des concours complémentaires, candidats à l'intégration directe) ;
- la partie théorique de la préparation des auditeurs à leurs premières fonctions civiles (juge des contentieux de la protection, siège civil, juge des enfants, juge placé).

Le coordonnateur de formation développe principalement son activité au sein de ce pôle.

A ce titre, il :

- participe à la conception et à l'animation des actions pédagogiques (directions d'études, simulations, ateliers, débats) ;
- participe à l'élaboration des outils de formation (rédaction de fascicules, choix des dossiers, élaboration de grilles de correction...) et de nouveaux parcours pédagogiques innovants, notamment au travers d'outils e-formation ;
- dispense des enseignements dans le cadre de directions d'études ;
- coordonne des actions de formation faisant intervenir des intervenants occasionnels ;
- participe au suivi pédagogique individualisé des auditeurs (notamment entretiens et livrets pédagogiques) ;
- élabore les sujets de devoir et des épreuves de fin d'études au sein du pôle civil et participe à la correction de ces devoirs et épreuves ;
- participe à des groupes de travail internes à l'ENM et à l'animation de pôles transversaux ;
- représente l'école en participant à des groupes de travail dans lesquels peuvent être associés les magistrats de la cour de cassation, de la cour d'appel de Paris ou des tribunaux de grande instance sur certains contentieux spécialisés.

En complément de cette activité principale, il peut être amené, en fonction de ses compétences, à :

- participer aux enseignements d'un autre pôle de formation ;
- participer à des missions d'expertise ou de formation de formateurs à l'étranger (à ce titre une bonne pratique de l'anglais ou d'une autre langue étrangère serait appréciable) ;
- représenter l'Ecole dans des conférences nationales ou internationales ;
- effectuer toutes autres tâches confiées par la directrice.

### **LOCALISATION :**

Il s'agit d'un poste basé Bordeaux. La disponibilité requise rend nécessaire une résidence à Bordeaux ou dans sa proche région. L'augmentation significative des recrutements de futurs magistrats conduit à l'édification d'un second site dédié aux missions de l'ENM sur Bordeaux, à moins de 30 minutes du siège de l'école. Comme l'ensemble des personnels bordelais de l'ENM, cette démarche impliquera à terme une présence régulière sur ce site dès mai 2024. Des déplacements occasionnels à Paris sont également à prévoir.

### **COMPETENCES REQUISES :**

Ce poste nécessite :

- des bases juridiques solides en matière civile ;

- une expérience professionnelle riche et récente en matière civile dont une expérience récente en qualité de juge aux affaires familiales, y compris lors de délégations en qualité de juge placé ;
- en qualité de juge du TASS, y compris lors de fonction de juge placé ;
- une expérience en réparation du préjudice corporel serait appréciable ;
- une vision transversale des fonctions civiles ;
- une capacité au travail en groupe au sein d'une équipe pédagogique structurée ;
- des qualités rédactionnelles ;
- un sens aigu de l'organisation et de la relation ;
- un goût pour l'enseignement et la pédagogie (une expérience à ce titre serait appréciable) ;
- une maîtrise des outils informatiques (traitement de texte, tableur, logiciel de présentation de documents) ;

Le coordonnateur de formation bénéficiera à l'Ecole d'une formation à la pédagogie ainsi que d'une formation à l'utilisation des outils numériques d'enseignement qui ont vocation à être généralisés à l'Ecole.

### **STATUT :**

Détaché pour trois ans renouvelables une fois, au sein d'un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du garde des Sceaux, ministre de la Justice, le coordonnateur de formation est placé sous l'autorité générale de la directrice de l'Ecole, de ses adjoints et du chef de cabinet et sous la supervision directe du sous-directeur des études.

**Le poste de coordonnateur de formation à pourvoir peut indifféremment être offert à un magistrat du premier grade ou du second grade justifiant d'au moins cinq ans de services effectifs en position d'activité.**

Les magistrats et les fonctionnaires détachés dans un emploi de coordonnateur de formation ou de coordonnateur régional de formation à l'Ecole nationale de la magistrature sont nommés à l'échelon comportant un indice égal, ou à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur corps ou cadre d'emplois d'origine. Dans la limite de l'ancienneté exigée pour une promotion à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur précédent grade.

Sous réserve qu'ils lui soient plus favorables, il est tenu compte, dans l'emploi de détachement du magistrat ou fonctionnaire, du grade et de l'échelon qu'il a atteint ou auxquels il peut prétendre dans son corps ou cadre d'emplois d'origine, à la suite :

- 1° De sa réussite à un concours ou à un examen professionnel ;
- 2° De son inscription sur un tableau d'avancement au titre de la promotion au choix.

### **MODALITES DE RECRUTEMENT :**

Les candidatures doivent être adressées directement à Monsieur **Guillaume PUYGRENIER, chef de cabinet de la directrice**, par courrier électronique ([cabinet.enm@justice.fr](mailto:cabinet.enm@justice.fr)).

Les candidatures doivent également être adressées, par la voie hiérarchique, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une lettre de motivation, simultanément à :

**Madame la directrice de l'École nationale de la magistrature**  
10 rue des Frères Bonie  
33 080 Bordeaux Cedex

Et à :  
**Monsieur le directeur des services judiciaires**

**Poste susceptible de devenir vacant : prise de poste envisagée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024**

La nomination est prononcée par arrêté du garde des sceaux, ministre de la Justice, après avis de la directrice de l'École. Les candidats aux fonctions de coordonnateur de formation ou de coordonnateur régional de formation à l'ENM, sont entendus par une commission de recrutement prévue par l'article 12 du décret n° 99-1073 du 21 décembre 1999 modifié par le décret n°2023-413 du 30 mai 2023, laquelle transmet à la directrice de l'École un avis motivé sur le mérite de chaque candidature.

Pour tous renseignements, personnes à contacter :

**Samuel LAINE**

Directeur adjoint en charge des recrutements, de la formation initiale et de la recherche  
05.56.00.10.02  
[samuel.laine@justice.fr](mailto:samuel.laine@justice.fr)

**Guillaume PUYGRENIER**

Chef de cabinet de la directrice de l'ENM  
05 56 00 11 20  
[guillaume.puygrenier@justice.fr](mailto:guillaume.puygrenier@justice.fr)

**Vincent BLERIOT**

05 56 00 11 04  
[Vincent.bleriot@justice.fr](mailto:Vincent.bleriot@justice.fr)